



LU POUR VOUS !

PARIS
MATCH

« LA POLICE NATIONALE N'A PLUS LES MOYENS DE PROTÉGER LES FRANÇAIS »



La profonde crise politique qui secoue le pays a des répercussions sur ses institutions, et notamment la police. Fabien Vanhemelryck, le secrétaire général du premier syndicat des gardiens de la Paix Alliance-Police nationale, dresse un tableau particulièrement pessimiste de la situation.

Fabien Vanhemelryck, secrétaire général d'Alliance Police Nationale, lors d'une manifestation du syndicat Alliance Police Nationale devant l'Assemblée nationale pour défendre la profession et les moyens policiers pour le budget 2025, à Paris, le 4 février 2025

La profonde crise politique qui secoue le pays a des répercussions sur ses institutions, et notamment la police. Fabien Vanhemelryck, le secrétaire général du premier syndicat des gardiens de la Paix Alliance-Police nationale, dresse un tableau particulièrement pessimiste de la situation.

Paris Match. Quelles sont les conséquences de la crise politique sur la police ?

Je ne fais pas de politique politicienne mais de la politique syndicale. La seule chose que je constate est que pendant que les politiques se battent pour des fauteuils, la police nationale s'effondre. Elle agonise. Et demain, c'est la France qui paiera l'addition. Nos collègues tiennent encore, mais pour combien de temps ? Derrière les discours creux et les promesses, la réalité saute aux yeux : la police nationale n'a plus les moyens de protéger les Français.

Quels sont les principaux postes à renforcer ?

Sur les effectifs et le matériel, il y a une déconnexion totale. La délinquance a explosé de 400 % depuis les années 60. Mais la police, elle, n'a jamais été redimensionnée. Nos moyens stagnent, nos effectifs fondent, nos outils datent d'un autre siècle. Le matériel est choisi par des technocrates qui ne savent même pas à quoi sert un gilet tactique. C'est ridicule.

Quels moyens réclamez-vous ?

Il faut tout revoir. À commencer par les ressources humaines en ce qui concerne le nombre d'effectif et les affectations. Le budget du ministère de l'Intérieur n'est plus en adéquation avec les missions qui nous sont confiées. Je vais vous donner un exemple, pour les Jeux Olympiques, le ministère a mobilisé énormément de fonctionnaires de police et ça a été une réussite en matière de sécurité. Mais pour parvenir à une telle mobilisation, l'administration a dû supprimer des congés et nous étions au maximum de l'engagement possible. Cela démontre bien qu'avec plus de moyens, on peut y arriver.

« Les violences contre les policiers sont devenues légion »

Toutes les politiques menées jusqu'à présent ont échoué dans la lutte contre le trafic de drogue. Cette guerre n'est-elle pas déjà perdue ?

Dans trop de quartiers, la République a reculé. Nos policiers se battent, jour et nuit, avec des moyens dérisoires. Et pendant ce temps, la justice regarde ailleurs. Le plus dur n'est plus de lutter contre les délinquants et les criminels, mais contre l'indifférence et l'abandon de ceux qui devraient nous soutenir.

Page 1





LU POUR VOUS !

PARIS
MATCH

« LA POLICE NATIONALE N'A PLUS LES MOYENS DE PROTÉGER LES FRANÇAIS »



Ce refrain d'une justice laxiste revient souvent...

Pour certains, c'est une petite musique. Pour nous, c'est une réalité au quotidien. Les violences contre les policiers sont devenues légion et l'impunité de leurs agresseurs est portée en étendard. Trois ans de prison sont prévus par la loi pour ce type de violence, mais, en moyenne, leurs auteurs écopent 8 mois, qui sont rarement exécutés. Les agresseurs dorment chez eux, pendant que nos collègues dorment avec la peur, pour eux, pour leurs conjoints, pour leurs enfants. Un policier est payé 2 000 euros par mois, pour se faire insulter, frapper et mépriser. Nous sommes devenus les paillassons de la République.

La lutte contre l'immigration clandestine est devenue un enjeu politique. La police a-t-elle encore les moyens de lutter ?

Chaque année, notre pays prononce 128 000 obligations de quitter le territoire français (OQTF) pour 5 600 expulsions effectives. Aujourd'hui, il y a moins de 2 000 places en centre de rétention administratif (CRA). Ils sont pleins à craquer et 800 policiers manquent à l'appel pour que l'on puisse fonctionner normalement et en toute sécurité. Le plan pour augmenter ces capacités a été repoussé au-delà de 2027, faute de budget. Nos collègues tentent de vider l'océan à la petite cuillère pendant que le pouvoir bricole les chiffres.

La France est devenue une passoire, et le citoyen, lui, subit la médiocrité politique.

« La police va très mal. Nous sommes épuisés, désabusés, oubliés »

Autre souci persistant : la crise de vocation dans la police judiciaire. Que préconisez-vous pour y remédier ?

La machine judiciaire est à bout de souffle. Il y a trois millions de dossiers en souffrance, et nous enregistrons 3,5 millions de nouvelles procédures chaque année. 80 % d'entre elles ne donnent lieu à aucune suite judiciaire. Les enquêteurs travaillent avec un logiciel de procédure vieux de 15 ans.

Votre constat d'ensemble est assez alarmiste. Comment envisagez-vous le futur de la police ?

La police va très mal. Nous sommes épuisés, désabusés, oubliés. Sans un électrochoc, c'est tout le système qui s'effondrera. Nous ne réclamons pas des privilèges. Nous demandons juste les moyens d'effectuer notre travail et la reconnaissance d'un pays que nous servons, souvent au péril de nos vies. L'heure n'est plus aux discours mais à l'action. L'avenir de la police se joue maintenant. Ce n'est pas un cri de colère. C'est un appel au secours.

Page 2

